

Société

(Vraiment) tous ensemble pour le climat ?

Le défi climatique concerne tout le monde, au-delà des diplômes, des classes sociales, des nationalités... Mais certaines parties de la population semblent davantage concernées que d'autres. Ce n'est pourtant qu'en fédérant les énergies, en faisant converger les luttes, en parlant à la première personne du pluriel, que la société pourra faire bouger les choses.

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Le dimanche 2 décembre 2018, ils étaient entre 65.000 et 95.000 à avoir défilé entre la gare du Nord et l'esplanade du Cinquanteenaire. C'était la première grande manifestation pour le climat sur le sol belge. Mise sur pied par plusieurs associations environnementales, cette mobilisation avait pour objectif de demander instamment aux représentants politiques (et a fortiori à ceux qui allaient prendre part dès le lendemain au sommet climat - COP24 - de Katowice) de faire preuve de davantage d'ambition en la matière.

Les semaines et mois qui ont suivi ont vu la mobilisation prendre une coloration plus « jeune » : grâce notamment à l'engouement suscité par des étudiantes rapidement devenues emblématiques du mouvement (Anuna De Wever, Youna Marette, Kyra Gantois, Adélaïde Charlier), les manifestations et marches pour le climat s'enchaînent au cours des premiers mois de l'année 2019. Chaque jeudi, ils sont des centaines voire des milliers, selon les endroits, à mettre la pression sur le monde politique.

Reste que, comme le relevait encore récemment le journal *Le Soir*, « toute la jeunesse belge n'a pas défilé dans les rues des villes du Royaume » ou encore que « comme dans toutes les manifs, ceux qui ont marché ne peuvent être qualifiés de "représentatifs" de la jeunesse belge... Les participants aux manifestations sont également plus éduqués que la moyenne et issus de famille de classe moyenne généralement conscientisées, agissantes voire militantes sur les questions environnementales »¹. Un article de la revue *Alter Échos* parlait d'ailleurs de « fractures sociales et communautaires »². Ces marches n'ont pas dégagé une image multicolore en termes de représentation socio-économique, par exemple. Mais notons tout de même que la réalité n'était pas totalement monochrome pour autant. Comme souvent, la vérité est plus nuancée: avec des populations plus représentées et d'autres, moins nombreuses et peut-être aussi plus discrètes. Preuve en

1 Jeunes pour le climat ; un an de marche ou grève. Michel De Meulenaere. *Le Soir* du 10 janvier 2020.

2 <https://www.alterechos.be/tous-chauds-pour-le-climat-les-eleves-favorises-ont-une-ardeur-davance/>

est, notamment, les manifestants qui, à chaque rendez-vous, étaient présents au nom du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

L'hypothèse d'un désenchantement

Néanmoins, si les grandes manifestations dominicales qui ont amené des dizaines de milliers de personnes dans les rues de la capitale belge, si toutes les générations étaient représentées, il n'en allait pas tout à fait de même avec toutes les classes sociales. Comme si le « nous » n'était pas total, entier, alors que le défi climatique est, par définition, une problématique générale. Comme si le groupe qui voulait faire passer un message au nom de tous (et non pas au nom d'une seule frange de la population) ne représentait pas toutes les parties de celle-ci, ni de la société. Or, selon une enquête du SPF Environnement, 85% des Belges considèrent les changements climatiques comme un problème qui demande une réponse urgente³.

« L'hypothèse que je formule tient à une forme de désenchantement, expliquait le 19 novembre 2019⁴ Myriem Amrani, présidente du CPAS de Saint-Gilles et de l'asbl Dakira⁵. Les jeunes des quartiers, sur la liste de leurs priorités, le quotidien, ça reste les vexations policières, un accès à l'emploi et au logement compliqué, un revenu d'existence extrêmement réduit... Donc voilà, être sur toutes les luttes, tous les combats, c'est un peu complexe. Certains vont dire 'oui, c'est très bien, on soutient, il faut que ça se fasse mais, en attendant, nous avons une autre urgence'. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de solidarité ou de ponts possibles. Et c'est là que le 'nous' est important. Pour moi, les solidarités sont importantes ; il faut fédérer les combats et les mouvements sociaux. Car durant cette dernière décennie, on a tellement segmenté – les femmes, les minorités sexuelles, étrangères, les migrants... - que l'enjeu, maintenant, est de refédérer tous ces mouvements sociaux. »

3 <https://www.climat.be/fr-be/service-federal/activites/communication/enquetes-publiques/>

4 Justice sociale et environnementale : quelles solidarités ? - Rencontre-débat publique organisée par Vivre Ensemble le 19 novembre à Louvain-la-Neuve.

5 L'abl Dakira a pour but de promouvoir le développement socio-économique et culturel de la société civile et, en particulier, le dialogue interculturel et la promotion de l'égalité homme-femme.

Avec le temps, les jeunes des quartiers seraient passés du paradigme du droit à l'égalité (qui a donné lieu à nombre de manifestations voire d'émeutes urbaines dans les années 1980 et 90) à celui du droit à la différence. Ce qui expliquerait pourquoi, on ne les voit pas suivre massivement le mouvement mené, comme indiqué plus haut, par des personnes issues de la classe moyenne. Les revendications sociales et climatiques ne sont pourtant pas antinomiques. Justices climatique et sociale sont intrinsèquement liées.

S'attaquer aux injustices sociales aidera à régler les questions climatiques

Cela, Christine Mahy en est également persuadée. La secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) est aussi consciente que mêler ces luttes n'est malheureusement pas toujours chose aisée., elle qui est régulièrement interpellée lors de marches pour le climat auxquelles le RWLP participe avec des panneaux et calicots réclamant davantage de justice sociale.

« Il n'y a aucune manifestation où nous n'ayons pas été interpellés par des participants..., notait-elle lors d'une rencontre organisée par Vivre Ensemble⁶. Je pense qu'il y a une partie de la population qui clive les choses et qui estime que se battre pour le climat, c'est le plus important, et que lorsqu'on aura sauvé la planète, on verra pour le social, pour les gens. Il nous faut donc dialoguer, dialoguer, dialoguer... Comme si c'était l'écrasé qui devait se justifier d'être là et de porter un propos à caractère de justice sociale. »

Et Christine Mahy d'appuyer son propos en ajoutant que s'attaquer aux injustices sociales aidera à régler les questions climatiques. Il suffit de penser à diverses thématiques pour s'en convaincre.

L'alimentation ? Faire ses courses dans les magasins en vrac et/ou bio, cela reste encore (trop) souvent plus onéreux que remplir son caddie chez le hard discount du coin de la rue, avec ce que cela suppose en matière d'emballages qui, in fine, augmentent le prix des ordures ménagères. Le logement ?

6 Voir note 4.

Comment penser à isoler ou rénover son habitation lorsqu'on cherche d'abord à pouvoir payer son loyer, ses factures de chauffage... ? Idem en ce qui concerne la mobilité : entre acquérir un véhicule propre de deux ou quatre roues et acheter d'occasion une automobile jugée polluante, le choix est vite fait lorsque les fins de mois arrivent rapidement. Sans parler de problématiques comme la pollution, l'emploi...

Bref, comment se préoccuper activement du sort de la planète quand on a, soi-même, du mal à nouer les deux bouts, à subvenir à des besoins primaires ? Les inégalités socio-économiques et environnementales touchent en effet souvent les mêmes personnes, celles qui ont le moins de moyens⁷, comme expliqué dans une tribune publiée sur le site web du Centre national de coopération au développement (CNCD) : « *Si les changements climatiques touchent différemment les populations, les mesures d'atténuation et d'adaptation mises en place pèseront elles aussi davantage sur les populations les plus vulnérables. Dans les pays industrialisés, la transition écologique peut impliquer la disparition progressive de certains secteurs économiques entraînant la suppression d'emplois, même si d'autres seront parallèlement créés. Quant à la fiscalité environnementale, elle risque d'impacter davantage les populations vulnérables et ainsi renforcer les inégalités de richesse.* »

Le problème est clairement global et multi-facettes ; les solutions devront l'être également. L'Organisation des Nations Unies ne dit pas autre chose, elle qui, dans son rapport 2018 sur les objectifs de développement durable, parle d'une « interdépendance des objectifs » et plaide pour « *une approche intégrée* » entre les solutions aux problèmes que constituent « *les changements climatiques, les conflits, les inégalités, des poches persistantes de pauvreté et de faim, une urbanisation rapide et la dégradation de l'environnement* »⁸.

7 <https://www.cncd.be/climat-inegalites-vers-une-transition-ecologique-et-sociale>

8 <https://unstats.un.org/sdgs/files/report/2018/TheSustainableDevelopmentGoalsReport2018-FR.pdf>

Pour y tendre, si nécessaire, la mobilisation populaire devra passer outre les différences de couches, de classes, de milieux, d'origines, de revenus... pour parler au nom d'un « nous » inclusif, sociétal, et subséquemment avoir non seulement davantage de poids mais aussi de crédibilité.

La convergence des luttes

Anne-Catherine de Nève, membre du groupe des hébergeurs et hébergeuses de migrants du Brabant wallon, ne pense pas autrement. Elle parle d'ailleurs de « convergence des luttes », illustrant ses dires par l'exemple de toutes celles et ceux qui ont accueilli/accueillent des migrants.

« On a eu cette émergence de la conscience politique, résumait-elle en parlant de la communauté des hébergeurs et hébergeuses, lors de la rencontre organisée par Vivre Ensemble le 19 novembre 2019⁹. Certaines classes sociales et politiques sont sans doute plus représentées, pour des questions d'ordre financier... Dans un premier temps, l'engagement politique était un mot tabou qu'on ne pouvait prononcer [au sein du groupe] sous peine de se faire remonter les bretelles. Progressivement, cependant, est arrivée cette conscience que l'acte que nous posions d'héberger n'était pas qu'humanitaire mais qu'il était aussi politique, à la croisée des questions de justice sociale et de justice climatique. C'est une conscience collective qui s'est forgée au fur et à mesure des mois. À tel point que les questions politiques ont fini par devenir prédominantes dans l'esprit des hébergeurs... »

Et Anne-Catherine de Nève de conclure : *« Il s'agit de ne pas opposer les énergies. Et de trouver un point d'entrée, quel qu'il soit (lutte contre la pauvreté, point de vue humanitaire, environnemental...), pour se poser sur un pivot de convictions et d'empathie. Une fois qu'on a ce point d'accroche, il s'agit d'élargir le point de vue pour aller vers les conséquences... Beaucoup d'hébergeurs n'avaient jamais participé à aucune militance, quelle qu'elle soit, mais ont découvert la force du 'je' dans le 'nous'. Sans cette convergence, il resterait que le point de vue humanitaire, voué à être inefficace à long terme. »*

De l'espoir ? Il est permis d'en avoir mais sans excès, à en croire Philippe Lamberts. Le député européen (Groupe des Verts / Alliance Libre Européenne) estime qu'une menace commune peut forger un « nous ». Le tout est de savoir « *si nous avons une conscience commune de l'urgence..., si nous avons le sentiment d'être dans le même bateau... Cette conscience, je pense qu'elle n'est pas encore là. Mais elle progresse...* »¹⁰

Le « nous » a donc du potentiel... et de l'avenir. Un « nous » solidaire. Une « nous » inclusif, qui rassemble des causes et des combats aux nobles objectifs¹¹. Un « nous » qui n'implique pas l'obligation de conformité mais qui rappelle aux citoyens qu'ils font tous partie d'une même société et que les préoccupations des uns n'excluent pas forcément celles des autres.

Geoffroy Herens

Collaborateur occasionnel de Vivre Ensemble

¹⁰ Voir note 4.

¹¹ Voir étude 2019 de Vivre Ensemble : « *Dire nous. Conjuguer des solidarités au présent* », avec une référence à l'essai d'Edwy Plenel : « *Dire nous. Contre les peurs et les haines, nos causes communes* » (2016).



Avec le soutien de



Disponible sur www.vivre-ensemble.be
Exemplaires sur demande : info@vivre-ensemble.be ou 02 227 66 80